

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 09/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SODC BANNIER**

135 rue du faubourg Bannier  
45000 ORLEANS

Références : VAT20220216

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement SODC BANNIER implanté 135 rue du faubourg Bannier 45000 ORLEANS. L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODC BANNIER
- 135 rue du faubourg Bannier 45000 ORLEANS
- Code AIOT dans GUN : 0010001613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

#### **Situation administrative**

L'établissement SODC est autorisé par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019 à poursuivre l'exploitation des installations de production de chaleur et de cogénération situées 135 rue du Faubourg Bannier à Orléans.

La principale activité exercée est visée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

- 3110, combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW, soit 78,6MW (A)

La société SODC, filiale d'Engie, exploite une chaufferie destinée à la production d'eau chaude surchauffée et à la distribution de chaleur pour les besoins en chauffage et en eau sanitaire. Le site est utilisé uniquement en secours de la chaufferie Biomasse SODC Les Groves. Le seul combustible autorisé est le gaz naturel.

Les installations de combustion de l'établissement sont les suivantes :

- générateur n°1 : BABCOCK (15 MW) mis en service en 1978 ,
- générateur n°2 : MAHY, (25 MW) mis en service en 1998,
- générateur n°4 : STEIN (13,6 MW) mis en service en 2008,
- turbine à gaz : (25 MW) mise en service en 1999.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 16/07/2019
- AN 2022 : Surveillance en continu des rejets atmosphériques des ICPE (QAL1 - QAL2 - QAL3 et AST).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2 VI 16/07/2019	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 7.4.1	/	Sans objet
NC4 VI 16/07/2019	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
D1 VI 16/07/2019	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50-I	/	Sans objet
Mesure en continu des SOx	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1	/	Sans objet
Mesure en continu de la température	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1	/	Sans objet
Mesure en continu de la pression	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1	/	Sans objet
Assurance Qualité des analyseurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Application procédures QAL/AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.3.1	/	Sans objet
Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1 VI 16/07/2019	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 7.2.3.1	/	Sans objet
NC3 VI 16/07/2019	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 7.6.2	/	Sans objet
NC5 VI 16/07/2019	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 5.1.4	/	Sans objet
Mesure en continu des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	/	Sans objet
Mesure en continu des poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	/	Sans objet
Mesure en continu du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	/	Sans objet
Mesure en continu de O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
Conditions T, P, H2O, O2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	/	Sans objet
Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : NC1 VI 16/07/2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 7.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation présentant un risque "atmosphères explosives", les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b>  <b>NC1 de la visite du 19/07/2019 : Une partie du matériel installé en zone ATEX n'est pas conforme.</b>  Réponse de l'exploitant du 06/08/2019 : Une étude par un organisme de contrôle habilité a été réalisée avec remise du rapport en date du 21 juin 2019. (5 NC à lever)  Réponse de l'exploitant du 17/02/2021 : Les 5 non-conformités identifiées ont été levées par Bureau Veritas le 09 octobre 2019. Le compteur gaz est en statut « Non Vérifié » car Bureau Veritas n'a pu venir constater sur le site en raison du contexte pandémique. Le certificat de conformité ATEX a été transmis à l'organisme de Contrôle.  Analyse de l'inspection du 01/03/2022 : Le compte-rendu d'intervention de Bureau Veritas relatif à la visite périodique levée des réserves ATEX du 09/10/2019 a été transmis. S'agissant de la NC1, il précise que le compteur gaz n'a pas été vérifié, mais la conformité ATEX du compteur de gaz installé a été fournie.  La NC1 de la visite du 19/07/2019 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC2 VI 16/07/2019**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 7.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Détecteurs incendie :

Une centrale de détection incendie avec les points minima suivants est installée :

- 1 point dans le local poste de détente/ compteur à gaz ;
- 1 point à la verticale de chacune des chaudières et de la cogénération ;
- plusieurs points dans l'ambiance de la chaufferie et autres locaux ;

La détection d'un incendie devra provoquer l'arrêt de la chaufferie et la coupure générale des alimentations gaz et électrique et le déclenchement d'une alarme locale avec report au poste de commande de télésurveillance.

**Constats : (C1) Le dispositif de détection incendie est incomplet et n'est pas conforme aux dispositions de l'AP du 16/07/19.**

**(D1) L'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant que la détection d'un incendie provoque l'arrêt de la chaufferie et la coupure générale des alimentations gaz et électrique.**

<b>Observations :</b>
<b>NC2 de la visite du 19/07/2019 : Le dispositif de détection incendie est incomplet et n'est pas conforme aux dispositions de l'AP du 16/07/19.</b>
Réponse de l'exploitant du 06/08/2019 : Le dispositif en place était conforme avec les prescriptions de l'ancien arrêté. Le nouvel arrêté consécutif au dossier de réexamen IED régissant les nouvelles dispositions sur la détection incendie a été réceptionné par courrier le 22 juillet 2019.
Réponse de l'exploitant du 17/02/2021 : La nouvelle centrale incendie est opérationnelle et a été réceptionnée le 20 octobre 2021.
Analyse de l'inspection du 01/03/2022 : Le procès verbal de réception des travaux du 20/10/2020 a été fourni. La centrale incendie de la chaufferie a été remplacée par une centrale FC20. Des déclencheurs manuels et des sirènes d'évacuation ont été installés dans tous les bâtiments. Les 30 détecteurs situés dans les armoires électriques ont été changés. L'information d'alarme feu ou d'extinction automatique de la centrale incendie et d'extinction du turbomach a été reprise. Le report sur transmetteur téléphonique a été vérifié ainsi que le bon fonctionnement de l'ensemble des détecteurs, déclencheurs manuels et sirènes d'évacuation. Ce procès verbal ne précise pas si la détection d'un incendie provoque l'arrêt de la chaufferie et la coupure des alimentations gaz et électriques. Il ne précise pas non plus si des détecteurs ont été installés à la verticale de chacune des chaudières et de la cogénération et dans plusieurs points d'ambiance de la chaudière.
Visite d'inspection du 07/04/2022 : Lors de la visite sur site, il est constaté la présence de plusieurs détecteurs incendie au droit de chacune des chaudières, de la cogénération et en plusieurs points d'ambiance des locaux. Par contre l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la détection d'un incendie provoque l'arrêt de la chaufferie et la coupure des alimentations gaz et électriques.
La NC2 de la visite du 19/07/2019 est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : NC3 VI 16/07/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b>
<b>NC3 de la visite du 16/07/2019 : Le dispositif de désenfumage du bâtiment cogénération n'est pas entièrement fonctionnel</b>
Réponse de l'exploitant du 06/08/2019 : Le nécessaire a été fait le 17 juillet 2019 (transmission du bon d'intervention Desautel)
Analyse de l'inspection du 21/08/2019 : Les éléments justifiant de la réparation du système de désenfumage le 17 juillet 2019 ont été transmis.
La NC3 de la visite du 16/07/2019 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC4 VI 16/07/2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle QAL 2 tous les 5 ans, conformément à la norme NF EN ISO 14956.
<b>Constats : (C2) La périodicité de 5 ans n'est pas respectée pour la procédure QAL 2 des chaudières 1 et 2.</b>
<b>Observations : NC4 de la visite du 16/07/2019 : La périodicité de 5 ans n'est pas respectée pour la procédure QAL 2.</b>  Réponse de l'exploitant du 06/08/2019 : La commande QAL 2 a été passée et programmée en fin d'exercice 2018. Une avarie technique de l'équipement n'a pas permis de réaliser le QAL 2 et les conditions optimales d'exploitation n'étaient pas disponibles début 2019. L'exploitant s'engage à réaliser le QAL2 avant le 31 décembre 2019.  Réponse de l'exploitant du 17/02/2021 : Les essais QAL2 ont été réalisés en Décembre 2019 sur : - Chaufferie Bannier : conforme (voir annexe 04) - Cogénération : conforme (voir annexe 05)  Analyse de l'inspection du 01/03/2022 : Le rapport d'essai QAL 2 du générateur 4 de décembre 2019 a été fourni. Le rapport d'essai QAL 2 de la cogénération de décembre 2019 a été fourni. Mais les rapports d'essai des QAL 2 des chaudières 1 et 2 n'ont pas été fournis.  Visite d'inspection du 07/04/2022 : Les essais QAL 2 des chaudières 1 et 2 n'ont pas été réalisés.  La NC4 de la visite du 19/07/2019 est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC5 VI 16/07/2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations : NC5 de la visite du 16/07/2019 : Les déchets hydrocarbonés provenant du séparateur hydrocarbures du site ont été éliminés dans un exutoire non autorisé.</b>  Réponse de l'exploitant du 06/08/2019 : La gestion des déchets hydrocarbonés a été confié à un prestataire agréé qui précise que le traitement de déchets sera dirigé vers un centre agréé (transmission du contrat SAVAC).  Analyse de l'inspection du 21/08/2019 : L'inspection prend note de ces éléments. Il est toutefois rappelé que le producteur d'un déchet reste responsable de son déchet jusqu'à son élimination finale, et que par conséquent il convient d'être vigilant sur les circuits de destruction retenus, même en cas de sous-traitance à un prestataire.  La NC5 de la visite du 16/07/2019 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : D1 VI 16/07/2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et leurs quantités, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.
<b>Constats : (C3) L'exploitant doit calculer ses besoins en confinement d'eau incendie et proposer si nécessaire un échéancier de mise en conformité.</b>
<b>Observations : D1 de la visite du 16/07/2019 : L'exploitant doit calculer ses besoins en confinement d'eau incendie et proposer si nécessaire un échéancier de mise en conformité.</b>  Réponse de l'exploitant du 06/08/2019 : Un RDV avec le SDIS le 8 août 2019 a été pris pour échanger sur ce point.  Réponse de l'exploitant du 17/02/2021 : extrait du mail du SDIS suite à la visite du site organisée sur le site le 08 août 2019 : « Conclusions : Le site ne présente pas de risque de pollution significative par les eaux d'extinction. Par ailleurs, il dispose de nombreux volumes permettant de retenir les effluents. L'exploitant est invité à les identifier et les dimensionner de façon précise. Ces informations doivent pouvoir être communiquées aux sapeurs-pompiers en cas de sinistre». La capacité des besoins de confinement en eau incendie a été calculée à 1 359 m3 .  Analyse de l'inspection du 01/03/2022 : La capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie a été fournie. Mais le calcul des besoins en confinement d'eau incendie n'a pas été fourni.  Visite d'inspection du 07/04/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le calcul des besoins en confinement pour les eaux d'extinction incendie.  La D1 de la visite du 19/07/2019 est maintenue.  <b>L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9A du CNPP.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu des SOx**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu des SOx
<b>Prescription contrôlée :</b> Estimation journalière basée sur la connaissance de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation
<b>Constats : (C4) Absence d'estimation journalière en SOx basée sur la connaissance de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant ne fait pas d'estimation journalière en SOx de ses rejets.  Il utilise la mesure périodique et le nombre d'heures de fonctionnement pour établir un flux horaire à postériori.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu des NOx**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu des NOx
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu.  Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;</li><li>- pour toute turbine ou tout moteur qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW, la mesure en continu peut être remplacée, après accord du préfet, par une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.</li><li>- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour toute chaudière d'une puissance unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'appareil de mesures en continu (AMS) mesure le NO en continu.  Lors de la visite sur site, il est constaté la présence d'un convertisseur à l'arrière de la baie d'analyse, en amont de l'analyseur.  L'exploitant indique que l'effluent est chauffé pour catalyser le NO2 en NO. La température indiquée le jour de l'inspection était de 219°C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu des poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu.  Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;</li><li>- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane ;</li><li>- pour les installations de combustion utilisant exclusivement du GPL ou de l'hydrogène et d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant ne surveille pas en continu les poussières, car les installations de combustion utilisent exclusivement du gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu du CO**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu du CO
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.  Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;</li><li>- pour les turbines et moteurs d'une puissance inférieure à 100 MW ou les turbines et les moteurs qui utilisent un combustible liquide ;</li><li>- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;</li><li>- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'AMS mesure le CO en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu de O2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu de O2
<b>Prescription contrôlée :</b> La teneur en oxygène est mesurée en continu.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'AMS mesure le O2 en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu de la température**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu de la température
<b>Prescription contrôlée :</b> La température est mesurée en continu en cas de fonctionnement récurrent (deux années consécutives) supérieur à 1500h, sinon mesure annuelle ou toutes les 1500h de fonctionnement
<b>Constats : (C5) Absence de mesure en continu de la température ou d'élément justifiant d'un nombre d'heures de fonctionnement des installations inférieur à 1500h.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du nombre d'heures de fonctionnement de ces installations.  Lors de la visite sur site, le prestataire indique que les données sont bien corrigées en température et pression directement dans la baie d'analyse à partir de l'échantillon.  Toutefois l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des précisions sur la mesure de la température.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en continu de la pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu de la pression
<b>Prescription contrôlée :</b> La pression est mesurée en continu en cas de fonctionnement récurrent (deux années consécutives) supérieur à 1500h, sinon mesure annuelle ou toutes les 1500h de fonctionnement
<b>Constats : (C6) Absence de mesure en continu de la pression ou d'élément justifiant d'un nombre d'heures de fonctionnement des installations inférieur à 1500h.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du nombre d'heures de fonctionnement de ces installations.  Lors de la visite sur site, le prestataire indique que les données sont bien corrigées en température et pression directement dans la baie d'analyse à partir de l'échantillon.  Toutefois l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des précisions sur la mesure de la pression.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels est mesurée en continu.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Lors de la visite sur site, le prestataire ENVEA indique que les gaz prélevés sont séchés avant la mesure de l'AMS.  La mesure en continu de l'humidité des gaz n'est donc pas nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Assurance Qualité des analyseurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des analyseurs
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.
<b>Constats : (C7) L'appareil de mesure en continu n'est pas exploité selon les normes NF EN ISO 14956, NF EN 14181 et FD X 43-132.</b>
<b>Observations :</b> La vérification globale des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et AST qui sont déroulées dans les fiches suivantes montre que l'AMS n'est pas exploité selon les normes NF EN ISO 14956, NF EN 14181 et FD X 43-132.  Constats lors de la visite sur site: - présence d'une baie d'analyse SIEMENS ULTRAMAT 23 (n° série :N1-58-0859), - selon l'exploitant la baie d'analyse a été installée en 2006, et certains modules (sans précision desquels) ont été changés par la suite, - la baie d'analyse est commune au 4 conduits (3 chaudières et 1 cogénération).  Fonctionnement du multiplexage : - la mesure est multiplexée avec un pas de temps de 15 min par conduit, - en début de chaque cycle de multiplexage, l'AMS contrôle automatiquement quels équipements fonctionnent pour adapter le multiplexage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Application procédures QAL/AST**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Application procédures QAL/AST
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
<b>Constats : (C8) L'exploitant n'a pas été en mesure présenter le QAL1 ni le QAL3 de son AMS. Absence de QAL2 pour les chaudières 1 et 2. Absence d'AST pour la chaudière 4.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le QAL1 de son AMS. Lors de la visite sur site, le prestataire indique néanmoins que le QAL1 de l'équipement existe.  Le QAL 2 des chaudières 1 et 2 n'est pas réalisé. Selon l'exploitant l'organisme de contrôle aurait précisé que le QAL2 de la chaudière 4 (conduit 4) vaut également pour les chaudières 1 et 2 (conduits 1 et 2). L'inspection infirme la position de l'organisme de contrôle et confirme que chaque conduit faisant l'objet d'une mesure en continu doit faire l'objet d'un QAL 2.  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le QAL 3 de son AMS. Lors de la visite sur site, le prestataire indique néanmoins que le QAL3 de l'équipement est réalisé.  L'AST de la chaudière 4 n'est pas réalisé. L'exploitant précise que la chaudière 4 est en panne depuis le 28 janvier 2021. Sa remise en service est prévue pour avril 2022. L'inspection rappelle que l'AST devra être réalisé à la remise en service de la chaudière 4.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL1
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.  Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
<b>Constats : (D2) L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le QAL1 de son AMS, ainsi que les éléments justifiant le maintien de la température sur l'ensemble de la ligne de prélèvement de la cogénération.</b>
<b>Observations :</b> Voir annexe 2.  Lors de la visite sur site, il est constaté que la cogénération et sa cheminée sont situés dans un bâtiment différent de la chaufferie. La ligne de prélèvement du conduit de la cogénération se trouve en extérieur sur une vingtaine de mètres. L'exploitant précise que la ligne est chauffée.  Le prestataire ENVEA indique que le système extractif pour la mesure en continu est maintenu à une température de 180°C.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL2
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.
<b>Constats : (C9) Les QAL 2 présentent les non-conformité suivantes :</b> - le cas utilisé (A1, A2, B ou C) n'est pas précisé dans les rapports ; - la VLE en NOx indiquée dans les rapports est erronée (62,5mg/Nm3 au lieu de 50mg/Nm3 pour la cogénération et 120mg/Nm3 au lieu de 110mg/Nm3 pour la chaudière 4) ; - le nombre d'heure de fonctionnement < 500h/an des équipements concernés (chaudière 4 et cogénération), permettant 5 mesurages au lieu de 15, n'est pas justifié ; - les droites d'étalonnage du logiciel d'acquisition des données ne sont pas celles indiquées dans les rapports, notamment pour la cogénération ; - les rapports n'indiquent pas l'existence d'un analyseur redondant et aucun QAL2 n'a été réalisé pour cet analyseur ; - les rapports ne fournissent aucune explication sur la prise en compte du fonctionnement en multiplexage.
<b>Observations :</b> Rapports QAL2 pour la chaudière 4 et la cogénération. Voir annexe 2.  Lors de la visite sur site, il est constaté : - La présence d'un AMS redondant, - Le multiplexage de l'AMS (mesures dans les 4 conduits).  Les QAL2 ne concernent pas l'AMS redondant, et ne précisent aucun élément lié au fonctionnement en multiplexage (notamment sur la valeur fixe prise en compte lors du multiplexage actif).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – AST**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – AST
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
<b>Constats : (C10) L'AST présente les non-conformité suivantes :</b> - la VLE en NOx indiquée les rapports est erronée (62,5mg/Nm3 au lieu de 50mg/Nm3 pour la cogénération et 120mg/Nm3 au lieu de 110mg/Nm3 pour la chaudière) ; - les droites d'étalonnage prises en compte dans les rapports pour les chaudières 1 et 2 sont celles issues du QAL2 de la chaudière 4.
<b>Observations :</b> Rapports AST des chaudières 1 et 2, et de la cogénération. Voir Annexe 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des AMS – QAL3
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
<b>Constats : (D3) L'exploitant transmet à l'inspection des installations classés la procédure QAL3 de son AMS avec notamment :</b> - les temps de réponse de l'injection des gaz étalons, - les cartes de contrôles, - les actions à mettre en œuvre en cas de dérive.  <b>(C11) Le site ne dispose pas de gaz étalon pour le zéro en NOx et CO.</b>
<b>Observations :</b> Voir annexe 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conditions T, P, H2O, O2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions T, P, H2O, O2
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Lors de la visite sur site, les précisions suivantes sont apportées : - la mesure se fait sur gaz sec, - la mesure de la température et de la pression est réalisée au niveau de l'échantillonnage des gaz (après séchage) et non sur les fumées, - les corrections de pression et température sont directement intégrées au niveau de la baie d'analyse, - la correction en O2 (3 % pour les chaudières et 15 % pour la cogénération) est réalisée à partir des valeurs brutes de l'analyseur, dans le logiciel d'acquisition des données.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - CO : 10 % - NOX : 20 % - SO2 : 20 % - poussières : 30 %
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Les intervalles de confiance à 95 % sont pris en compte dans le logiciel d'acquisition des données.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Respect des valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification de la conformité aux VLE
<b>Constats :</b> (C12) La VLE en NOx n'est pas respectée durant la mise en œuvre du QAL2 pour la cogénération (valeurs mesurées comprises entre 52,5mg/Nm3 et 54,7mg/Nm3, supérieures à 50mg/Nm3). La VLE en NOx n'est pas respectée durant la mise en œuvre de l'AST pour la cogénération (61,3mg/Nm3 pour une VLE à 50mg/Nm3). La VLE en concentration de NOx n'est pas respectée lors du contrôle périodique pour la cogénération (63,5 ± 12,4 mg/Nm3 pour une VLE à 55mg/Nm3 et 5,47 ± 0,918 kg/h pour une VLE à 5,5kg/h).
<b>Observations :</b> Voir Annexe 2.  Rapport Bureau Veritas n°8585834/10.1.2.R, de mesures des émissions atmosphériques - Contrôle réglementaire 2021 (du 29/11/2021 au 03/12/2021) pour les générateurs 1 et 2 et la cogénération.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mesure annuelle par un organisme agréé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure annuelle par un organisme agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
<b>Constats : (C13) Les mesures annuelles n'ont pas été effectuées pour la chaudière G4.</b>
<b>Observations :</b> Rapport Bureau Veritas n°8585834/10.1.2.R, de mesures des émissions atmosphériques - Contrôle réglementaire 2021 (du 29/11/2021 au 03/12/2021) pour les générateurs 1 et 2 et la cogénération.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet